

Immigration : LR peine à renouveler ses idées



Laurent Wauquiez réclame la remise en cause du droit du sol, dans la droite ligne de Nicolas Sarkozy

T **+/-** **E** **S** **O** n peut vouloir travailler à la "reconstruction totale d'une nouvelle droite" et, en même temps, se placer dans les pas des grands anciens. Comme Nicolas Sarkozy avant lui, ou Jacques Chirac au tournant des années 1990, Laurent Wauquiez a enfourché, mercredi 18 avril, le thème de la lutte contre l'immigration.

Restriction du droit du sol, expulsion de 300 000 clandestins, préservation de l'"identité" et de la "nature" française... Comme ses célèbres prédécesseurs, le président du parti Les Républicains a voulu montrer par ses propositions qu'il n'est pas homme à se laisser entraîner par "la dictature des censeurs". Ni à renoncer à son entreprise de reconquête des électeurs partis vers le Front national – objectif poursuivi avec plus ou moins d'ardeur à droite depuis près de trente ans. Le nom de la convention que LR organisait sur le sujet ne laissait pas de place au doute : "Comment réduire l'immigration".

Devant quelques dizaines de sympathisants – et un peu moins de journalistes –, le quadragénaire a martelé son message, en conclusion de la matinée de travail de son parti : "Les Républicains veulent une seule chose : sortir la France de l'immigration de masse. ""L'éradiquer, ça serait encore mieux !", lui a lancé un homme présent dans la salle. "Je vais y venir", a répondu dans un sourire le président de LR.

Appel à un référendum

Sondage à l'appui – commandé par le parti auprès de l'institut PollingVox –, M. Wauquiez a tenu à démontrer que cet enjeu est bien l'une des "priorités principales pour l'avenir de notre pays". C'est pour cette raison qu'il réclame, comme le FN et Debout la France, la tenue d'un référendum sur l'immigration. "Ce n'est pas aux passeurs, ce n'est pas aux juges de décider qui entre en France. C'est aux Français de le faire, c'est leur pays", a-t-il estimé.

En attendant, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes a déroulé ses mesures, du renvoi systématique dans le pays de départ des migrants interceptés en mer Méditerranée à l'interdiction de la régularisation à vie d'un étranger entré illégalement en France, en passant par le vote au Parlement chaque année de "plafonds d'immigration".

Des propositions qui, aux yeux de certains, renvoient M. Wauquiez dans le camp du FN, mais ne se révèlent pas forcément très neuves au sein de LR. "Je veux bien qu'on diabolise Laurent Wauquiez, mais toute la philosophie du projet de LR était peu ou prou celle de la droite au moment de la présidentielle de 2017", souligne Annie Genevard, secrétaire général de LR. En 2016, en effet, la plupart des candidats à la primaire de la droite promettaient par exemple de remettre en cause le droit du sol – quand ils ne proposaient pas carrément de le supprimer, comme Jean-François Copé et Jean-Frédéric Poisson – ou d'instaurer "plafonds" et autres "quotas" d'immigration annuels.

Comme Nicolas Sarkozy à l'époque, M. Wauquiez souhaite donc que le droit du sol ne s'applique pas "si les parents sont en situation irrégulière sur le sol français", ou si la personne prétendant acquérir la nationalité française au titre de ce droit présente des condamnations pénales.

"Changer les traités"

"Jusque-là, nous nous sommes trop bridés. Nous avons raisonné dans un cadre juridique constant, a regretté le patron de LR. On a nous-mêmes auto-intégré la capitulation du politique. " Il ne s'interdit pas, donc, de "changer les traités" ou de "modifier la Constitution" pour pouvoir mettre en place certaines de ses mesures. Une logique qui imprégnait déjà la philosophie de ses propositions controversées pour lutter contre le terrorisme (internement des "islamistes radicalisés les plus dangereux", expulsion des "fichés S" étrangers).

La filiation sarkozyste, là encore, est patente, puisque l'ex-chef de l'Etat soulignait à propos de la lutte contre le terrorisme, en 2016 : "L'Etat de droit n'a rien à voir avec les Tables de la Loi de Moïse, gravées sur le mont Sinaï. Qu'y a-t-il de plus évolutif que le droit ?"

Laurent Wauquiez assure régulièrement vouloir faire émerger une "nouvelle génération". Mais le renouveau des idées tarde à venir. Devant son réseau de contributeurs, qui s'était réuni en février, le patron de LR avait pourtant réclamé un effort en la matière : "Si c'est pour proposer de supprimer l'aide médicale d'Etat, je ne veux pas de ça."

"Il a beaucoup de qualités, mais pas celle de la créativité. Il a beaucoup de mal avec les propositions", assure un bon connaisseur du président de LR. "Il faut qu'on soit à la recherche d'idées nouvelles, ça manque à droite. Il manque un Terra Nova", déplore un dirigeant du parti.

Consciente de cet écueil, sa rivale Valérie Pécresse prétend de son côté incarner une "droite de son temps, qui a des idées neuves". La présidente de la région Ile-de-France a présenté au *Figaro*, quelques heures avant la convention de LR, ses propres mesures pour "reprendre le contrôle des flux migratoires". Restriction de l'accès au droit du sol – sur le modèle de ce que proposait déjà Alain Juppé pendant la primaire –, acquisition de la nationalité conditionnée à l'absence de condamnation pénale, gages d'"assimilation" à présenter pour pouvoir acquérir la nationalité française... Du classique, là encore.

En conclusion de son intervention, mercredi, Laurent Wauquiez a rappelé que les états généraux du RPR et de l'UDF, en 1990, impliquant entre autres Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing ou Alain Juppé, prônaient des mesures d'une fermeté sans commune mesure avec ce qui est aujourd'hui préconisé dans le débat public – fermeture des frontières, suspension de l'immigration, instauration de la préférence nationale. " 1990. A l'époque, la droite n'avait pas encore démissionné, a estimé M. Wauquiez. Ils portaient un discours clair sur l'immigration. Les années 1990 ont été terribles pour la droite. Elles ont progressivement conduit à l'abdication. " Quant à " l'imagination au pouvoir ", le slogan date de Mai 68.

Olivier Faye

© Le Monde

◀ **article précédent**
L'Équateur renonce à accueillir...

article suivant ▶
L'exclusion de Thierry Mariani du...